

Energies vertes

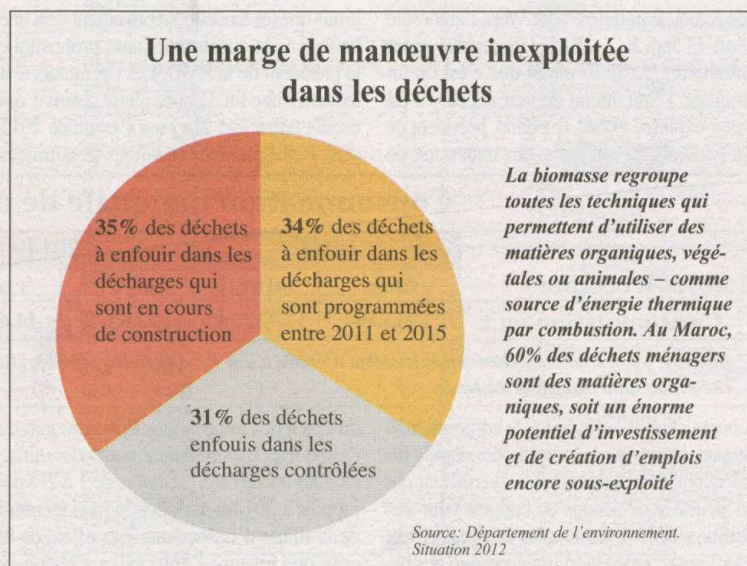
Le Maroc s'attaque à la biomasse

• Une stratégie 2016-2030 en gestation pour développer le secteur

• L'agriculture, la sylviculture, les déchets ainsi que les eaux usées: les filières visées

• Un portefeuille de projets et d'investissements fin prêt

SOLAIRE, éolien, hydraulique... le bouquet vert du Royaume, à l'horizon 2030, sera bientôt complété par les bioénergies. Le Département de l'Energie et des Mines vient de mettre en chantier la stratégie nationale pour la valorisation énergétique de la biomasse. Le projet est financé par l'Union européenne (UE), dans le cadre de son programme d'appui



à la réforme du secteur énergétique. Le prestataire n'avait pas été désigné hier, au moment où nous mettions sous presse, mais l'envergure du travail qui l'attend

limite les candidatures aux majors du secteur. A terme, la tutelle cherche à disposer d'une feuille de route concrète, échelonnée en plusieurs plans d'actions à court (2016-2020), moyen (2021-2025) et long terme (2026-2030), pour la mise en œuvre de cette stratégie. Ce programme se basera d'abord sur une évaluation du potentiel de business de la biomasse, «avec une analyse des principaux flux de matières, provenant des secteurs de l'agri-

Il s'agira aussi, selon la même source, de déterminer «les diverses pistes et voies de promotion possibles (juridique, techniques d'exploitation et de valorisation, gouvernance...)». En résumé, c'est toute l'économie des bioénergies qui sera à créer...ou presque! La tutelle a déjà sous la main des masters plans de la biomasse au niveau régional, élaborés dans le cadre de plans stratégiques nationaux. Deux régions ont été couvertes jusque-là: celles de l'oriental et du Souss-Massa-Draa. Dans cette dernière zone, quelques projets pilotes, financés par des bailleurs de fonds, ont déjà été expérimentés. C'est le cas du programme de diffusion du biogaz, monté en partenariat avec la GIZ et l'ORMVA.

De son côté, le secteur privé a déjà pris les devants. La quête de gain en compétitivité énergétique a déjà poussé quelques géants industriels à se mettre aux bioénergies. D'importants investissements ont été consentis sur plusieurs sites industriels, notamment dans les activités énergétiques. Dans l'agroalimentaire, par exemple, Lesieur Cristal a investi aussi dans la biomasse à partir de la combustion des grignons d'olive. Cela a permis de couvrir 60% des besoins énergétiques du complexe industriel à Ain Harrouda. L'objectif est de porter ce chiffre à 100%

Seul 4% des besoins en énergie primaire assurés

L'ETAT compte réduire la dépendance énergétique du pays et favoriser des alternatives à l'importation des énergies commerciales, constituées à hauteur de 94,6 % en énergie fossile. La production nationale en énergie primaire commerciale est encore faible et ne couvre que moins de 4% des besoins. Par ailleurs, l'utilisation extensive de l'énergie traditionnelle (bois de feu et charbon de bois), notamment dans le milieu rural, constitue une menace pour le couvert forestier et un risque accru pour le développement durable. Parmi les objectifs de la mise en place de cette stratégie sur la biomasse, figurent ainsi l'atténuation de cette pression sur les ressources forestières du pays et la réduction des effets des émissions atmosphériques des industries gourmandes en énergie. Le programme national d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées (PNA), ainsi que le programme national de gestion des déchets ménagers et assimilés (PNDM), ont été notamment lancés dans cette perspective. □

culture, de la sylviculture, de la gestion des déchets, ainsi que du traitement des eaux usées», selon les indications du Département de l'Energie. Pour la filière des déchets et des eaux usées, la stratégie devrait venir compléter les programmes nationaux de gestion, lancés il y a quelques années déjà par l'Etat marocain.

L'évaluation du potentiel devrait ensuite mener à la définition et au montage de plusieurs portefeuilles de projets d'investissement à développer. Dans le détail, cela reviendra à la délimitation des zones d'investissement prometteuses, ainsi que la mise en place «d'un programme biomasse énergie par région et par filière, afin d'attirer davantage d'investisseurs».

de biomasse à l'horizon 2018. Renault Tanger carbure aussi en partie à la biomasse pour son approvisionnement en énergie thermique, notamment pour l'activité peinture. Le constructeur a fait appel à l'expertise du groupe français Veolia, avec l'installation de deux chaudières à biomasse de 6MW chacune, et une troisième en projet. Dans la cimenterie, d'autres géants industriels comme Holcim Maroc, qui dispose d'une filiale spécialisée (Ecoval), a aussi déjà investi les bioénergies. □

Safall FALL

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com